



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 143 – 2^{ème} trimestre 2010

Sommaire

Synthèse de la conjoncture	3
1. La conjoncture internationale et nationale	4
2. La conjoncture du deuxième trimestre à la Guadeloupe	5
Annexes statistiques	9
Note méthodologique	10
Vue d'ensemble	11
Les secteurs d'activité	12
Agriculture, élevage et pêche.....	12
Industrie agro-alimentaire.....	13
Autres industries.....	15
Bâtiment et travaux publics.....	16
Le commerce.....	18
Hôtellerie - Tourisme.....	19
Services aux entreprises.....	21
Les entreprises	22
L'investissement des entreprises.....	22
Les conditions de financement offertes aux entreprises.....	23
La vulnérabilité des entreprises.....	23
Les ménages	24
La consommation des ménages	24
L'investissement des ménages	24
La vulnérabilité des ménages.....	25
Sélection d'indicateurs macro-économiques	26
Le marché de l'emploi.....	26
L'inflation.....	26
Le commerce extérieur.....	27
Dernières données chiffrées.....	27
Liste des publications	28

**Synthèse
de la conjoncture**

1 – La conjoncture internationale et nationale du 2^{ème} trimestre 2010

Poursuite de la reprise de l'économie mondiale

Au second trimestre 2010, la reprise de l'économie mondiale se poursuit à un rythme régulier. La vigueur du redressement diffère cependant selon les pays. Une croissance robuste se confirme dans les pays émergents, tandis qu'elle est beaucoup plus modérée dans la plupart des économies avancées. Ces différents profils de croissance se reflètent également dans la divergence des tensions inflationnistes entre régions : les taux d'inflation ont atteint des niveaux élevés dans les principales économies émergentes, mais sont restés modérés dans les principales économies avancées.

Au cours du deuxième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 1,6 % en rythme annualisé¹ après 3,7 %² au premier trimestre 2010. Ce trimestre, qui voyait la fin des primes gouvernementales, a été marqué par un retour à une forte croissance de l'investissement résidentiel (achats de logements neufs notamment). Tandis que toutes les composantes de la demande intérieure ont joué favorablement sur la croissance, l'aggravation du déficit commercial (les importations ayant augmenté environ trois fois plus vite que les exportations) a fortement pénalisé la croissance (pour -2,8 points de pourcentage en rythme annualisé). Depuis le mois d'avril, le taux de chômage s'est réduit, passant de 10 % à 9,5 % de la population active en juillet. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,2 % en juillet sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, le PIB affiche un net ralentissement : il n'a augmenté que de 0,1 % durant le second trimestre, après avoir connu une progression notable au cours des deux derniers trimestres (+1 et +1,1 %). Dans un contexte où la consommation des ménages a été atone, le Japon a été pénalisé, d'une part, par le ralentissement des exportations et, d'autre part, par la baisse de l'investissement public, conséquence de la fin progressive des plans de relance. Le PIB japonais a été dépassé par celui de la Chine qui est devenue ainsi la deuxième économie mondiale.

Le PIB de la zone euro a enregistré une progression trimestrielle de 1 % au second trimestre, après +0,2 % au premier trimestre 2010. La production industrielle a diminué de 0,1 % entre mai et juin, mais a progressé de 8,2 % sur un an. Tandis que la Grèce continue d'être en récession, la zone euro a bénéficié de la très forte progression du PIB de l'Allemagne (+2,2 % au second trimestre, après 0,5 % au premier trimestre 2010). La hausse annuelle des prix dans la zone euro, mesurée par l'IPCH, s'est établie à 1,7 % en juillet 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix des transports et des logements. Le taux de chômage dans l'UE27 a de nouveau progressé pour atteindre désormais 10 % en mai et juin. La BCE a maintenu ses taux d'intérêt.

En France, la croissance du PIB a été légèrement plus forte au deuxième trimestre : +0,6 % après +0,2 % au premier trimestre 2010. Alors que la demande intérieure finale (hors stocks) a contribué positivement à la croissance du PIB (retour à une évolution positive de la formation brute de capital fixe et nouvelle hausse des dépenses de consommation des ménages), le solde commercial s'est détérioré, pénalisant la croissance du PIB de -0,4 point. Cet effet a été toutefois largement compensé par les variations de stocks des entreprises qui ont contribué positivement à la croissance du deuxième trimestre (pour +0,6 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en juillet, dans un contexte marqué par la hausse saisonnière des prix des services liés au tourisme et par la baisse de certains produits manufacturés dans le cadre des soldes d'été. Les prix de l'énergie sont restés stables.

Dans les pays émergents, l'activité économique a continué de se renforcer. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré un net rebond de la croissance de leurs exportations, avec des taux de croissance mensuels allant de 25 % à 50 % sur un an. Parallèlement les tensions inflationnistes ont été orientées à la hausse. En Chine, la demande intérieure est devenue de plus en plus autonome, permettant un retrait progressif des mesures de relance étatique. En Amérique latine, le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,9 % et 6,3 % en rythme annuel au premier trimestre 2010³.

1 Soit 0,6% par rapport au trimestre précédent.

2 Soit +0,9% en rythme trimestriel.

3 Soit respectivement 2,15 % et 1,5 % en rythme trimestriel.

2 – La conjoncture du deuxième trimestre à la Guadeloupe

Nouvelle dégradation de l'indicateur du climat des affaires

Après deux trimestres consécutifs de hausse, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM auprès des chefs d'entreprise, s'infléchit de 3,8 points et demeure inférieur de 10 % à sa moyenne de longue période. Cette évolution reflète une baisse d'activité des entreprises, dans le prolongement de celle du trimestre précédent.

La consommation des ménages montre des signes de reprise dans un contexte d'inflation maîtrisée, mais l'investissement des entreprises demeure déprimé et l'activité ternie dans la plupart des secteurs. Le tourisme et le BTP rencontrent des difficultés persistantes et la commande publique tarde à redémarrer. Dans ce contexte, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi amorcée au premier trimestre ne s'est pas poursuivie.

Les anticipations des chefs d'entreprises pour le troisième trimestre sont négatives, éloignant les perspectives de reprise. Toutefois, le secteur de l'hôtellerie-restauration anticipe une amélioration de son courant d'affaires, liée au surcroît de fréquentation estivale.

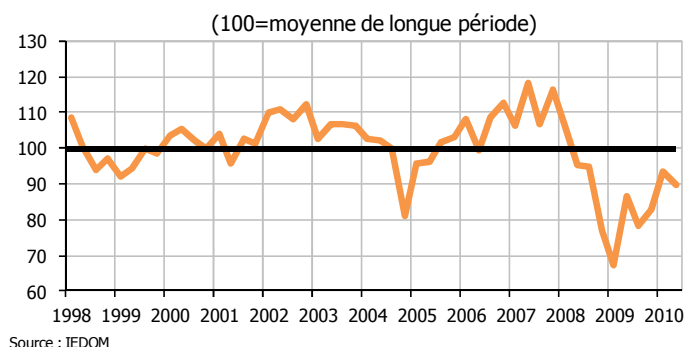
Quasi-stabilité des prix sur le trimestre

A la fin du second trimestre 2010, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe est quasi stable (+0,2 %), après une hausse de 1,1 % au premier trimestre. Sont en hausse notamment les prix des produits manufacturés (+1,2 %) et de l'alimentation (+0,6 %), plus précisément ceux des produits frais (+4,9 %). A l'inverse, l'indice des prix des services, qui représentent 41 % des dépenses des ménages, diminue de 0,7 % sur le trimestre, en raison de la baisse des tarifs de transport et de communication (-2,7 %).

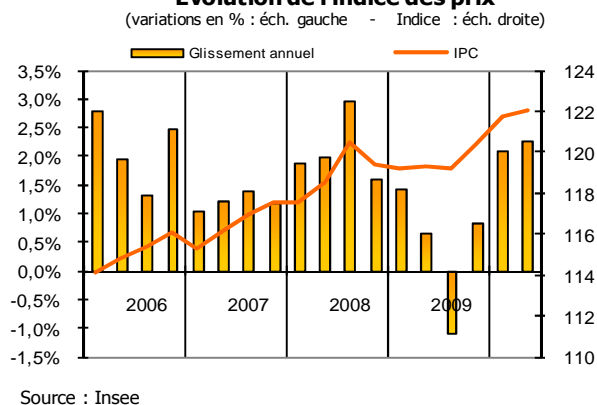
Sur les douze derniers mois, les prix augmentent en Guadeloupe de 2,2 %. Cette évolution est plus marquée qu'en Métropole (+1,5 %) et qu'en Martinique (+1,6 %).

Selon l'enquête de comparaison entre les prix des départements d'Outre-mer et la métropole réalisée par l'Insee¹, les prix en Guadeloupe seraient en moyenne plus élevés de 8,3 % qu'en France métropolitaine. En prenant comme référence le panier de consommation métropolitain, l'écart de prix serait de 14,8 %, contre 16,9 % à la Martinique et 19,6 % en Guyane. Le coût des produits alimentaires, qui représentent le second poste de dépenses des ménages après les services, expliquerait pour partie ces écarts : leurs prix sont supérieurs, de +34 % en Guadeloupe et de +49 % en Guyane, à ceux de métropole.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe



Evolution de l'indice des prix



Le marché du travail pénalisé par l'essoufflement de l'activité

L'évolution du marché du travail à fin juin est en phase avec le ralentissement de l'activité économique.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, qui avait enregistré un recul à fin mars (-0,2 %), a de nouveau progressé au deuxième trimestre (+1,0 % en variation trimestrielle). Le nombre d'inscrits à Pôle emploi s'élève à 52 390 personnes, soit le chiffre le plus élevé de la décennie. L'évolution en glissement annuel continue toutefois à décélérer, ce dernier était de +9,2 % en mars 2010 et de +7,6 % en juin.

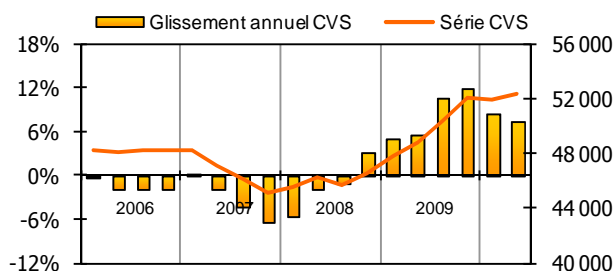
¹ « Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010 », INSEE Première n°1304 – Juillet 2010.

Conjoncture économique

Parallèlement, les offres d'emplois collectées par le Pôle Emploi affichent un recul de 6,5 % en glissement annuel. Cette baisse concerne aussi bien les emplois occasionnels (-78,8 %) que les emplois temporaires (-26,1 %). En revanche, les offres d'emplois durables (d'une durée de 6 mois et plus) progressent de 10,7 %.

Mi-2010, la Guadeloupe comptait 6 260 demandeurs d'emploi de catégorie A de plus qu'à l'apparition des premiers signes de crise mi-2008.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



Source : DTEFP

Légère amélioration de la consommation des ménages

La consommation des ménages est en très légère amélioration à fin juin après avoir marqué le pas au trimestre précédent.

Contrastant avec la baisse de 6,7 % observée au premier trimestre, les importations de biens de consommation courante affichent une hausse de 3,7 % entre mars et juin 2010. Cette reprise est plus marquée pour les importations de produits agroalimentaires qui progressent de 6,2 % sur le trimestre.

La morosité perdure toutefois dans le commerce : selon les chefs d'entreprise du secteur, leur activité aurait enregistré une baisse plus significative qu'au cours du trimestre précédent, les délais de paiement se seraient allongés et les stocks de produits finis auraient augmenté.

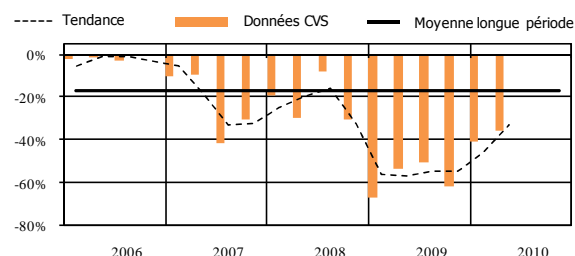
La situation financière des ménages reste tendue. Le nombre de retraits de cartes bancaires a crû de 6,5 % au deuxième trimestre 2010 : il se situe au niveau le plus élevé de ces cinq dernières années. Les dossiers reçus à la commission de surendettement s'inscrivent également en hausse sur le trimestre (+8,2 %).

Une conjoncture peu favorable à l'investissement

A fin juin 2010, l'enquête de conjoncture fait apparaître un repli de l'investissement moins marqué qu'au trimestre précédent.

Le nombre d'attestations du Consuel pour les locaux commerciaux et industriels progresse de 1,5 % à fin juin en variation trimestrielle (après -21,8 % au trimestre précédent), mais reste faible comparé aux années précédentes. Les importations de biens d'équipement enregistrent pour leur part une baisse saisonnière de 6,9 % ; toutefois, le niveau atteint est plus élevé que la moyenne relevée sur la même période entre 2006 et 2008.

Prévisions d'investissements



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La situation financière des entreprises demeure fragile comme l'atteste la progression du nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce (+7,4 %) et la hausse du nombre de personnes morales en interdiction bancaire (+0,4 %), pourtant déjà situé à un niveau historiquement élevé au premier trimestre 2010.

L'investissement des ménages, apprécié à travers le nombre d'attestations de conformité de logements neufs, continue de fléchir (-6,4 % à fin juin après -4,6 % au premier trimestre). En cumul à fin juin, il diminue de 14 % par rapport à 2008.

Stabilité des importations et hausse des exportations

Au deuxième trimestre 2010, l'évolution des échanges extérieurs est contrastée. Les importations totales sont stables par rapport au trimestre précédent, conséquence de la faiblesse de l'investissement des entreprises. En revanche, les exportations progressent de 12,2 % sur le trimestre, bénéficiant de la hausse saisonnière des exportations de produits agroalimentaires (+159 %), notamment des premières exportations de sucre issues de la campagne sucrière.

L'activité reste en repli dans la plupart des secteurs au 2^{ème} trimestre

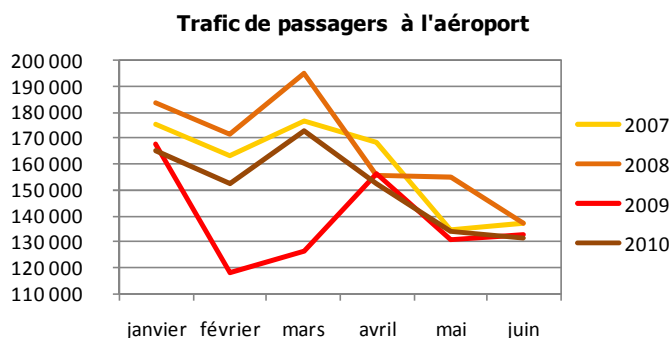
Selon l'opinion des chefs d'entreprises, l'activité serait restée peu porteuse au 2^{ème} trimestre 2010. La trésorerie des entreprises reste fragilisée par les délais de paiements de la clientèle et la compression des marges. La maîtrise des charges d'exploitation demeure donc une priorité forte et les intentions d'investissement peu nombreuses. Dans ce contexte, la réduction des effectifs se poursuit et les entreprises ne prévoient pas de reprendre leur recrutement au troisième trimestre.

Conjoncture économique

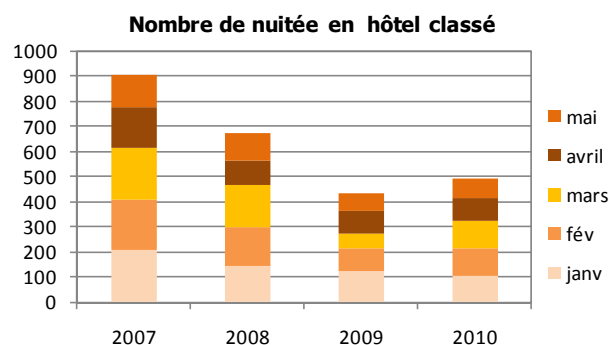
La baisse d'activité crainte par les professionnels du **tourisme** pour le deuxième trimestre 2010 s'est confirmée. En cumul à fin juin 2010, le nombre de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbe (418 314 passagers) augmente de 9,3 % par rapport au premier semestre 2009, mais reste en deçà de celui du premier semestre 2008 (-8,9 %).

Affectés par la baisse de la fréquentation touristique, les hôteliers ont réduit leur capacité d'accueil : à fin mai, le nombre de chambres offertes a ainsi reculé de 11 % par rapport à la même période de 2008. Le taux d'occupation est inférieur à celui des années précédentes (53 % contre 57,2 % en moyenne sur les trois dernières années) et la durée moyenne de séjour est plus courte de 0,5 jour par rapport à juin 2009. Seule la croisière affiche de bons résultats, avec 127 101 passagers pour la saison 2009-2010 (+13,1 %).

Deux indicateurs de la fréquentation touristique



Source : Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbe

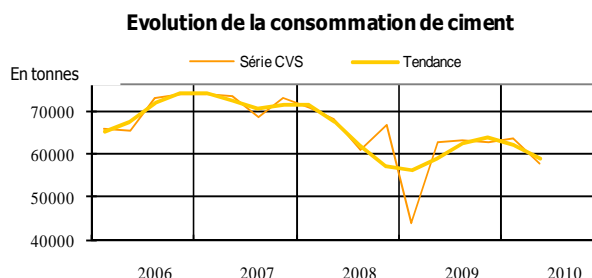


Source : INSEE, enquête hôtelière

Dans le secteur du **commerce**, les baisses de prix consenties et les opérations promotionnelles n'ont pas suffi à relancer la consommation : l'activité accuse un repli au deuxième trimestre 2010 et les effectifs diminuent significativement. Sous l'effet conjugué de l'augmentation des délais de paiement et des charges, la trésorerie des entreprises s'est dégradée. Dans le commerce automobile, les ventes de véhicules neufs se replient d'environ 25 % par rapport au premier semestre 2009 et de plus de 30 % par rapport à 2008.

L'activité dans le **bâtiment et des travaux publics** est restée atone au second trimestre. Les délais d'instruction des projets ont été pénalisants et la rareté des appels d'offre a entraîné un durcissement de la concurrence dans le secteur. La hausse du prix des matériaux de construction, en particulier de l'acier, a pesé sur les marges.

Pour le quatrième trimestre consécutif, les ventes de ciment et les attestations de conformité électrique sur les logements et locaux neufs sont en recul (respectivement -0,5 % et -5,6 % à fin juin). Le nombre de permis de construire délivrés au second trimestre (885), en hausse de 35,1 %, marque une inversion de tendance, mais demeure nettement en deçà des chiffres observés au deuxième trimestre de 2008 (-54 %) et 2009 (-16 %).



Source: Ciments Antillais

Dans le **secteur industriel**, l'activité a encore ralenti au cours du deuxième trimestre et les effectifs ont évolué à la baisse. Pour les mois à venir, les dirigeants d'entreprise envisagent un nouveau fléchissement de leur volume d'affaires et prévoient de poursuivre la diminution des effectifs.

L'activité s'est stabilisée dans le **secteur primaire**, grâce à la reprise en mai des exportations de bananes, qui avaient été suspendues en raison de la détérioration de la qualité de la production du fait des cendres volcaniques. **L'industrie agroalimentaire** a été impactée par la sécheresse puis par les fortes pluies de mai. Dans la filière canne-sucre, la campagne sucrière, perturbée par des facteurs climatiques et la grève des planteurs, est en dessous des attentes : 676 500 tonnes de cannes ont été broyées, (+7,9 % par rapport à 2009), soit un volume inférieur à la moyenne décennale de 683 400 tonnes. La richesse saccharine enregistrée (8,01) est à peine plus élevée que celle de l'année 2009 (7,9).

L'activité des **services aux entreprises**, très dépendante des perspectives de reprise des autres secteurs, reste inférieure à la normale. Les délais de règlement de la clientèle et la faiblesse persistante des carnets de commande obèrent la trésorerie et les perspectives des entreprises du secteur.

Le dispositif de médiation de crédit

Opérationnelle depuis novembre 2008 en France hexagonale comme dans toutes les géographies d'Outre-mer, la médiation du crédit est ouverte à tout chef d'entreprise, artisan, commerçant, profession libérale, créateur ou repreneur d'entreprise, entrepreneur individuel qui rencontre des difficultés de financement (refus de crédit signifiés, exigences accrues en matière de garanties ou d'assurance crédit...).

Les objectifs prioritaires de ce dispositif national d'accompagnement des entreprises sont de ne laisser aucune entreprise seule face à ses problèmes de trésorerie ou de financements, et de veiller au respect des engagements pris par les établissements financiers dans le cadre du plan de soutien à l'économie. Le dépôt de dossier se fait exclusivement sur le site dédié : www.mediateurducredit.fr

En Guadeloupe, et dans les autres départements ultramarins, la médiation du crédit est conduite par le directeur de l'agence de l'IEDOM. L'application des directives gouvernementales a conduit à la création d'une cellule opérationnelle de suivi et d'une commission départementale de financement de l'économie. A l'initiative du préfet de région, ces comités se réunissent régulièrement afin de vérifier le bon fonctionnement des dispositifs mis en place et de dresser un état de la situation économique locale.

Un taux de réussite de 43 % à fin juillet 2010

Au 31 juillet 2010, 139 entreprises avaient saisi la médiation départementale du crédit parmi lesquelles 89 dossiers ont été acceptés et pris en charge par le médiateur. Au total, à fin juillet 2010, 34 dossiers ont connu une issue positive, portant le taux de réussite du dispositif à 43 %.

**Annexes
statistiques**

Note Méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Interprétation des soldes d'opinion

La majorité des réponses à l'enquête de conjoncture sont exploitées sous forme de soldes d'opinion qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation").

Un solde d'opinion, qui se rapporte à l'activité ou aux charges d'exploitation, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la trésorerie, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation.

Pour chaque secteur, les soldes d'opinion sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. La pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur et de la classe de taille

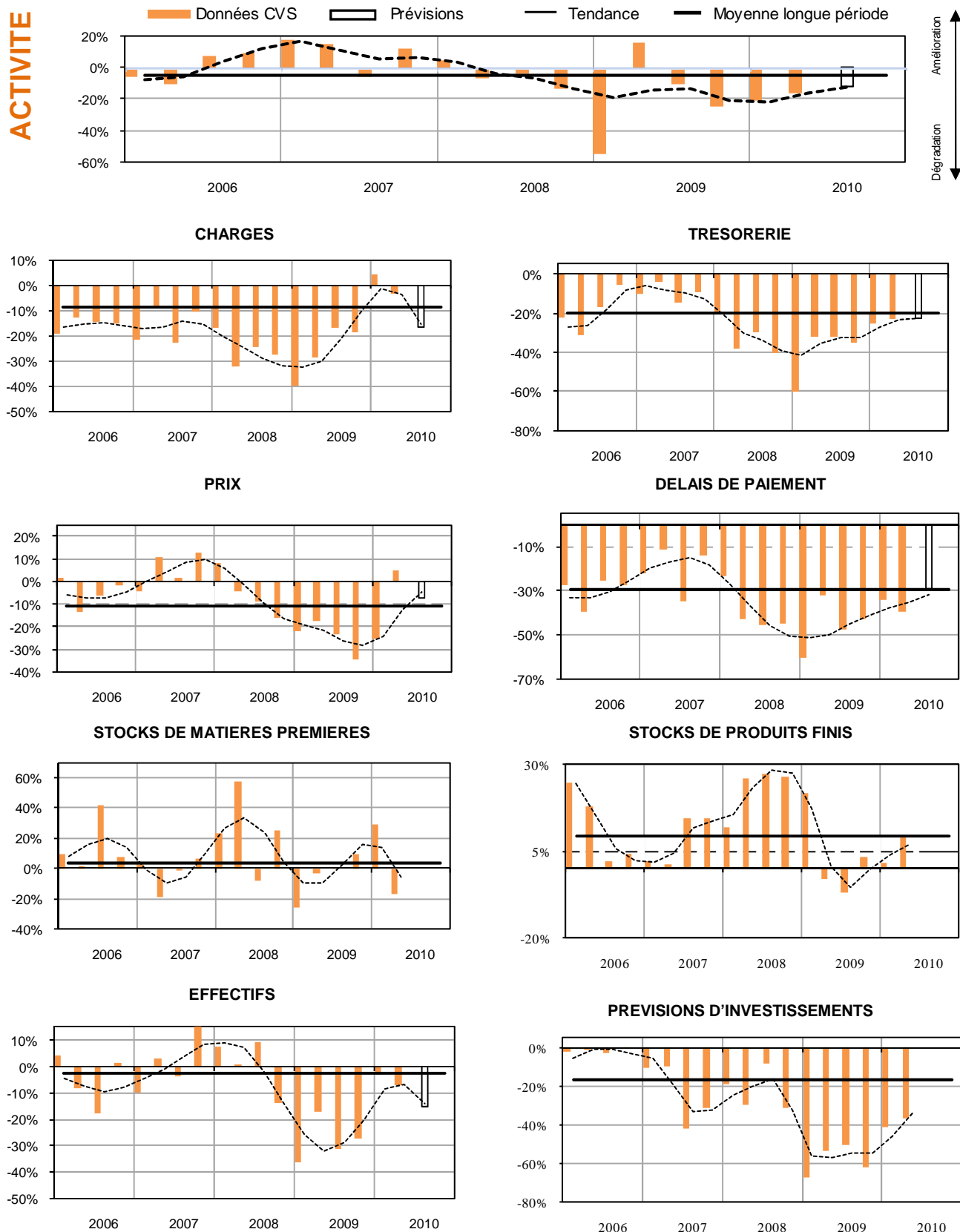
Indicateur du climat des affaires : définition et interprétation

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires. La méthodologie appliquée a été celle retenue par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture.

L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Vue d'ensemble

Soldes d'opinion des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010 ¹



¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

Les secteurs d'activité

Agriculture, élevage, pêche



Dernières données chiffrées

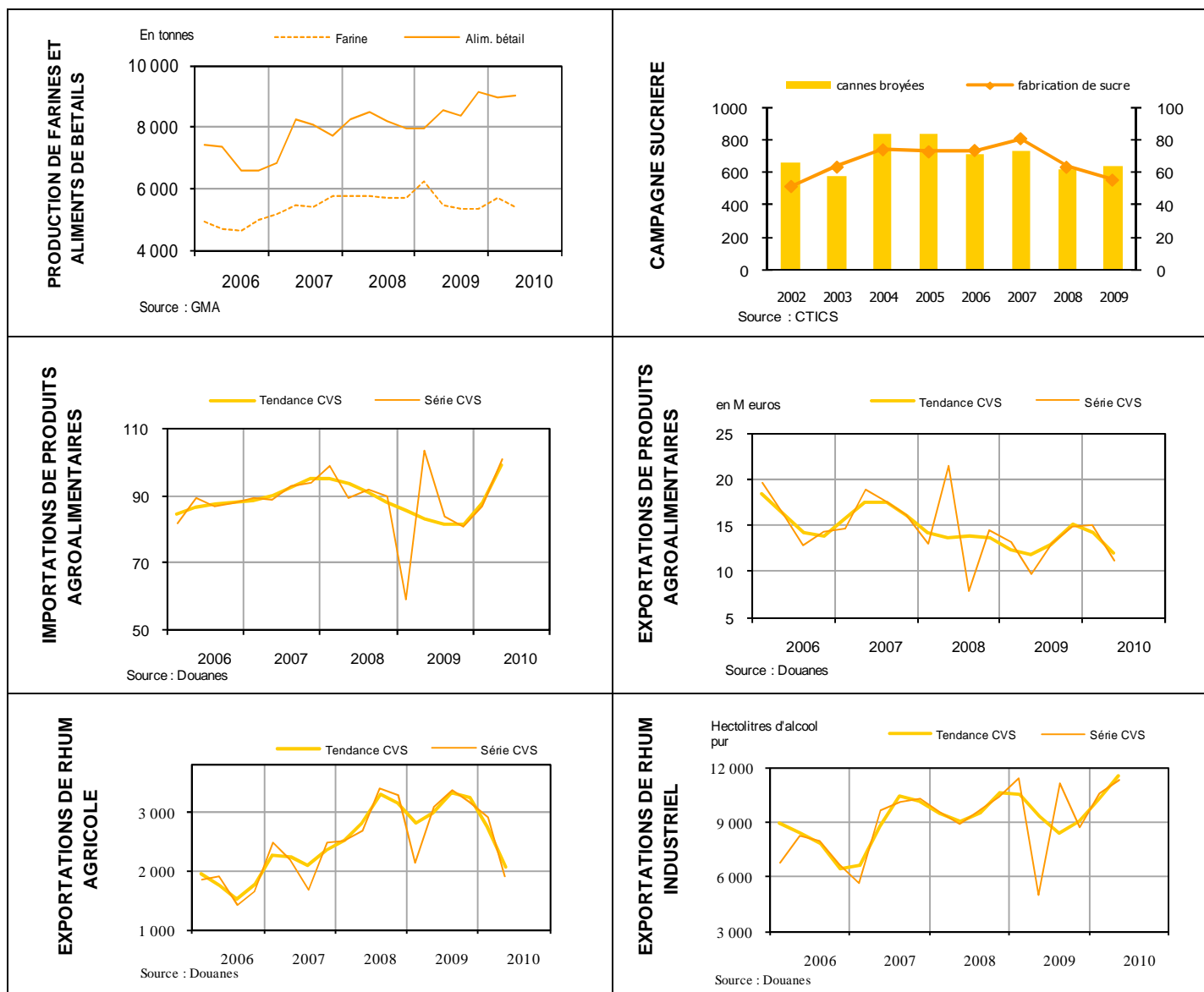
Abattages en tonnes	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	Σ2010/Σ2009
Bovins	444	466	498	516	497	494	513	479	-6,6%	991	13,8%
Porcins	171	196	255	256	205	393	225	312	38,3%	537	36,4%
Caprins	1	2	4	3	4	4	4	2	-49,6%	6	39,8%
<i>Source : DAF</i>											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	Σ2010/Σ2009
Exportations (en millions d'euros)	9	9	8	8	7	9	5	4	-25,1%	9	-41,5%
Importations (en millions d'euros)	9,4	11,5	10,2	10,5	9,6	9,9	10,6	12	14%	22,7	15,3%
Bananes	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	Σ2010/Σ2009
Exportations de bananes (en tonnes)	10 030	11 833	11 351	10 821	13 960	17 694	6 748	5 522	-18,2%	12 270	-44,8%
<i>Source : DDCCRF</i>											

Industries agroalimentaires

Soldes d'opinion des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010



Conjoncture économique



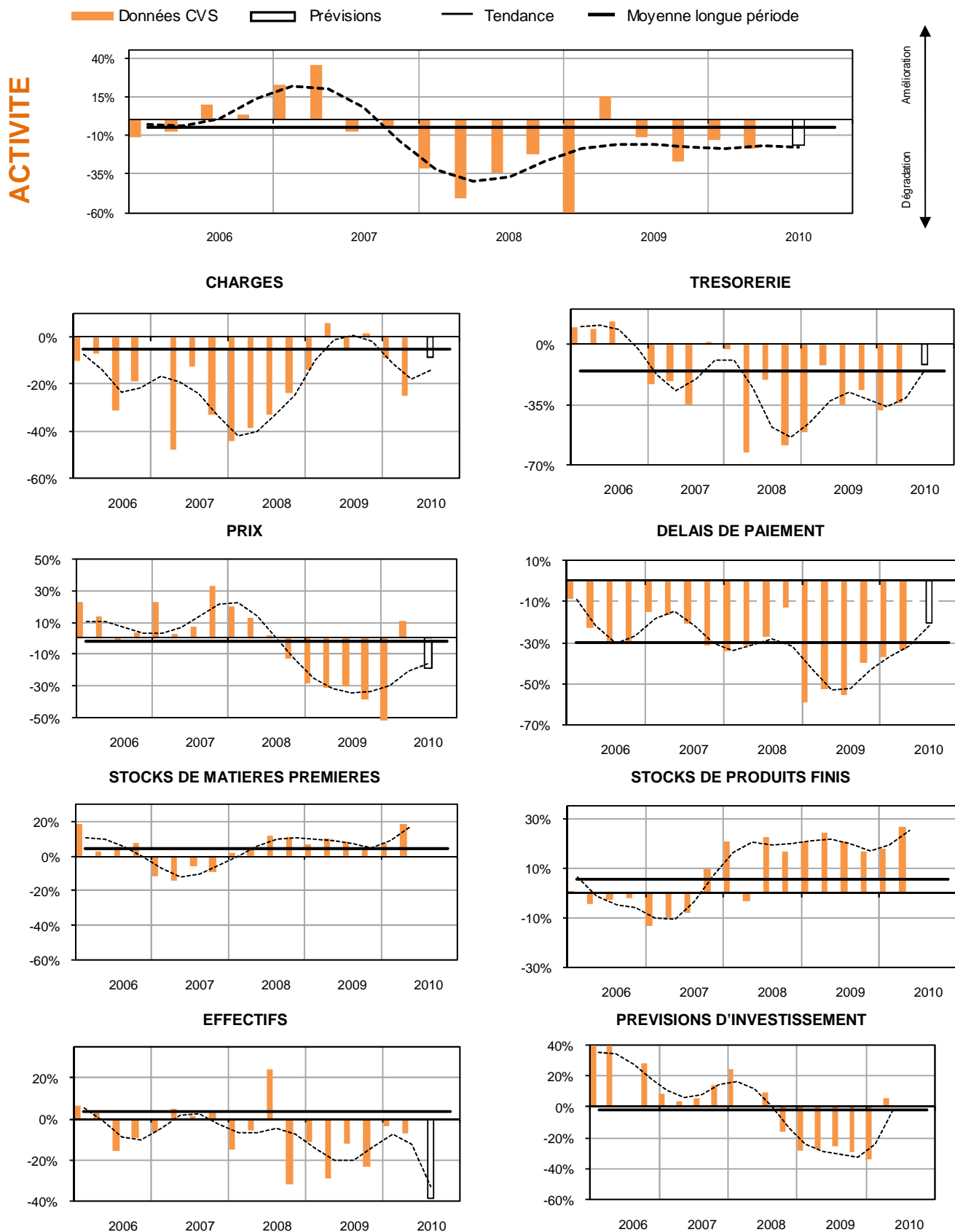
Dernières données chiffrées

	2005		2006		2007		2008		2009		Σ2009/Σ2008
Cannes manipulées (Milliers de tonnes)	841,1		716,9		732,5		622,2		634,3		1,9%
Production de sucre (Milliers de tonnes)	72,8		68,7		80,2		63,5		55,6		-12,4%
Rendement industriel (en %)	8,66%		9,58%		10,95%		10,20%		8,8%		-1,4
<i>Source : Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum</i>											
	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	Σ2010/Σ2009
Importations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	84	83	82	94	85	87	86	92	6,2%	178	16,4%
Exportations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	29	31	33	21	15	9	9	22	159,5%	31	11,6%
Exportations de rhum agricole (Hectolitres d'Alcool Pur)	2 924	3 226	3 710	4 111	2 254	3 450	2 670	2 502	-6%	5 172	-15,4%
Exportations de rhum industriel (HAP)	11 358	12 600	11 790	7 734	9 507	5 483	12 720	14 004	10,1%	26 724	25,8%
<i>Source : Douanes</i>											

	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	Σ2010/Σ2009
Production de farines (Milliers de tonnes)	4 700	5 488	5 756	5 494	5 342	5 361	5 691	5 394	-5,2%	11 085	-5,6%
Production d'aliments de bétail (Milliers de tonnes)	7 349	8 233	8 496	8 556	8 399	9 125	8 973	9 015	0,5%	17 988	9,0%
<i>Source : Grands Moulins des Antilles</i>											

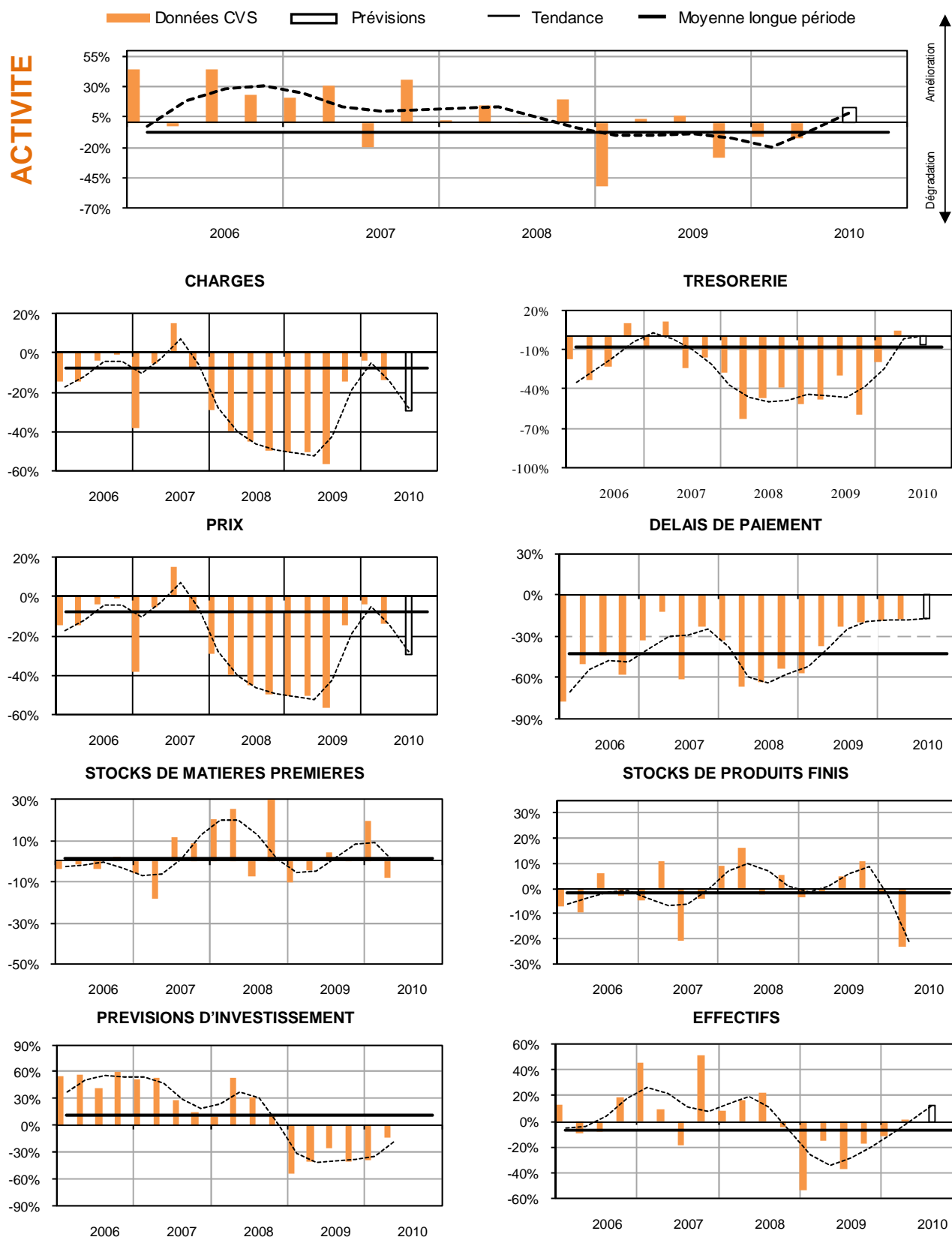
Autres Industries

Soldes d'opinion des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010

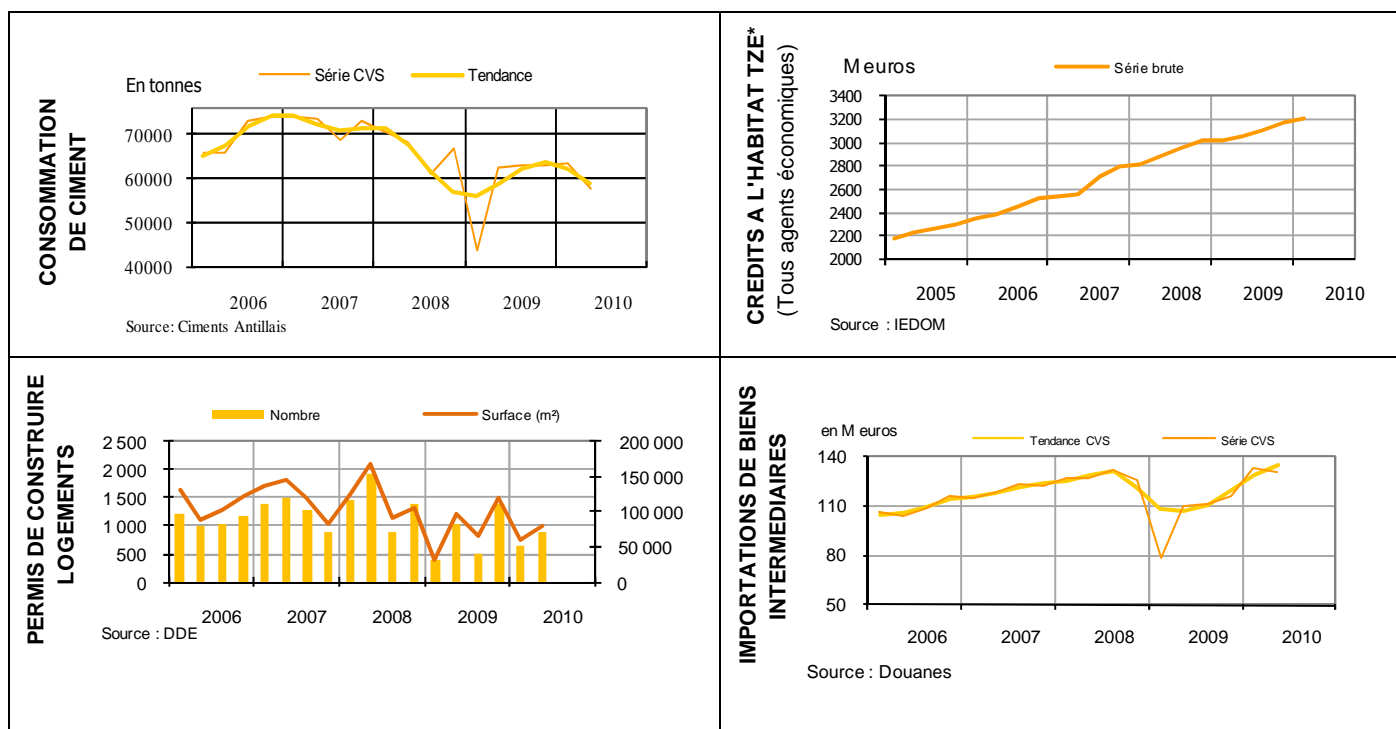


Bâtiment et Travaux publics

Soldes d'opinion des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010



Conjoncture économique



CONSUMMATION DE LA LBU (en M euros)

Programmation 2010	Engagements cumulés au 30 juin 2010	Part des engagements dans la programmation
62,750	30,414	48,5%

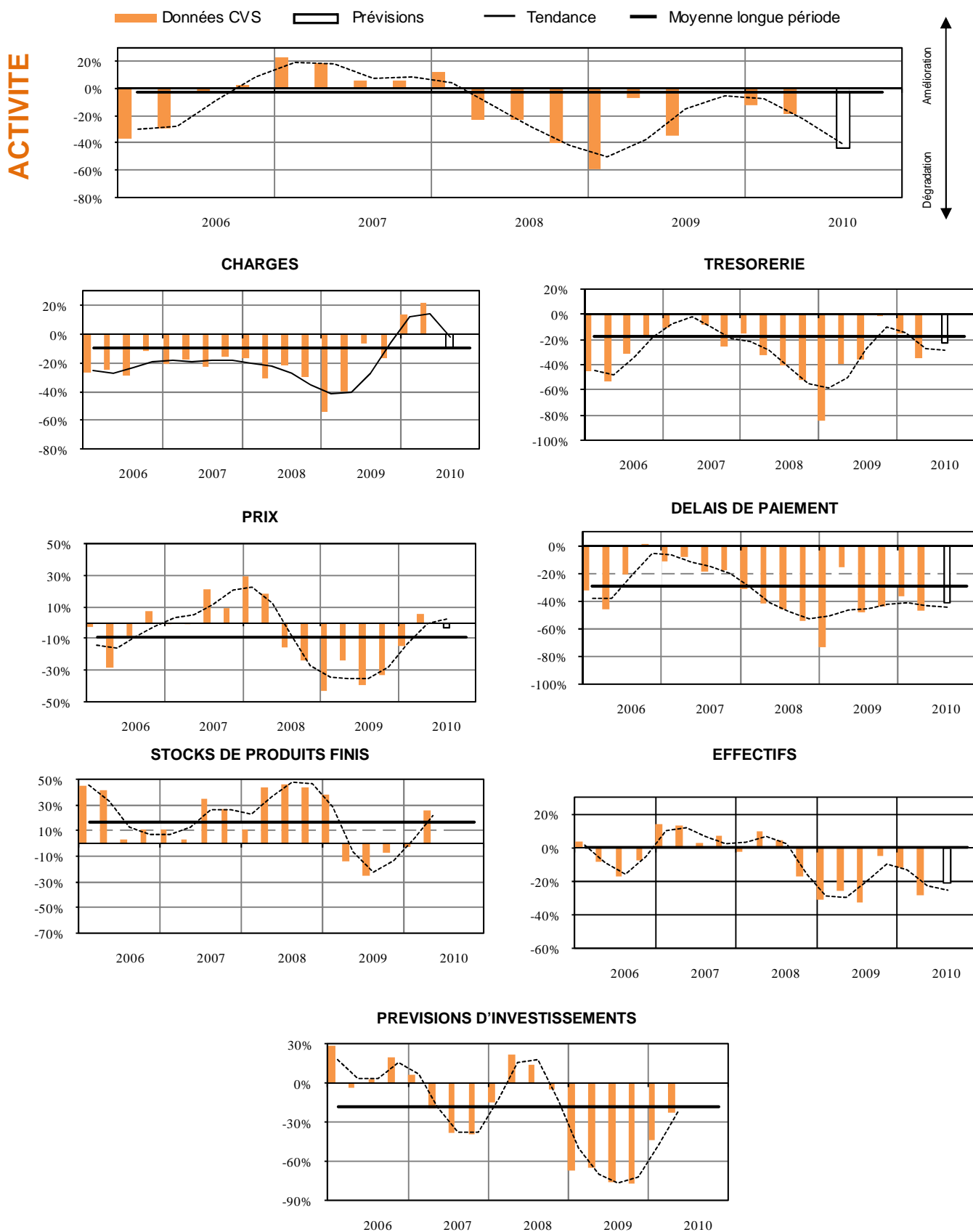
Dernières données chiffrées

	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Attestation sur logements et locaux neufs (nombre)	1 530	2 018	2 029	1 881	1 547	1 489	1 391	1 313	-5,6%	2 704	-7,7%
Permis de construire logements (nombre)	1 008	1 509	1 908	1 051	488	1 406	655	885	35,1%	1 540	5,4%
Permis de construire locaux (nombre)	51	47	43	-	-	-	-	-	ND	0	ND
<i>Source : DDE</i>											
	juin 05	juin 06	juin 07	juin 08	juin 09	sept 09	déc 09	mars 10	juin 10	06-2010/03-2010	06-2010/06-2009
Consommation de la LBU (part des montants engagés, en %)	11,3%	6,5%	13,5%	11,9%	23,9%	56%	100%	22,6%	48,5%	25,9	24,6
<i>Source : DDE</i>											
	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Consommation de ciment (tonnes) (Iles du Nord comprises)	67 333	75 390	70 541	65 171	63 740	61 918	60 634	60 314	-0,5%	120 948	13,8%
<i>Source : Lafarges ciments antillais</i>											
	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/03-2010	06-2010/06-2009
Crédits à l'habitat TZE* attribués aux ménages, aux entreprises, aux collectivités locales (millions d'euros)	2 225	2 390	2 555	2 869	3 046	3 106	3 172	3 215	ND	ND	ND
<i>Source : IEDOM</i>											

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

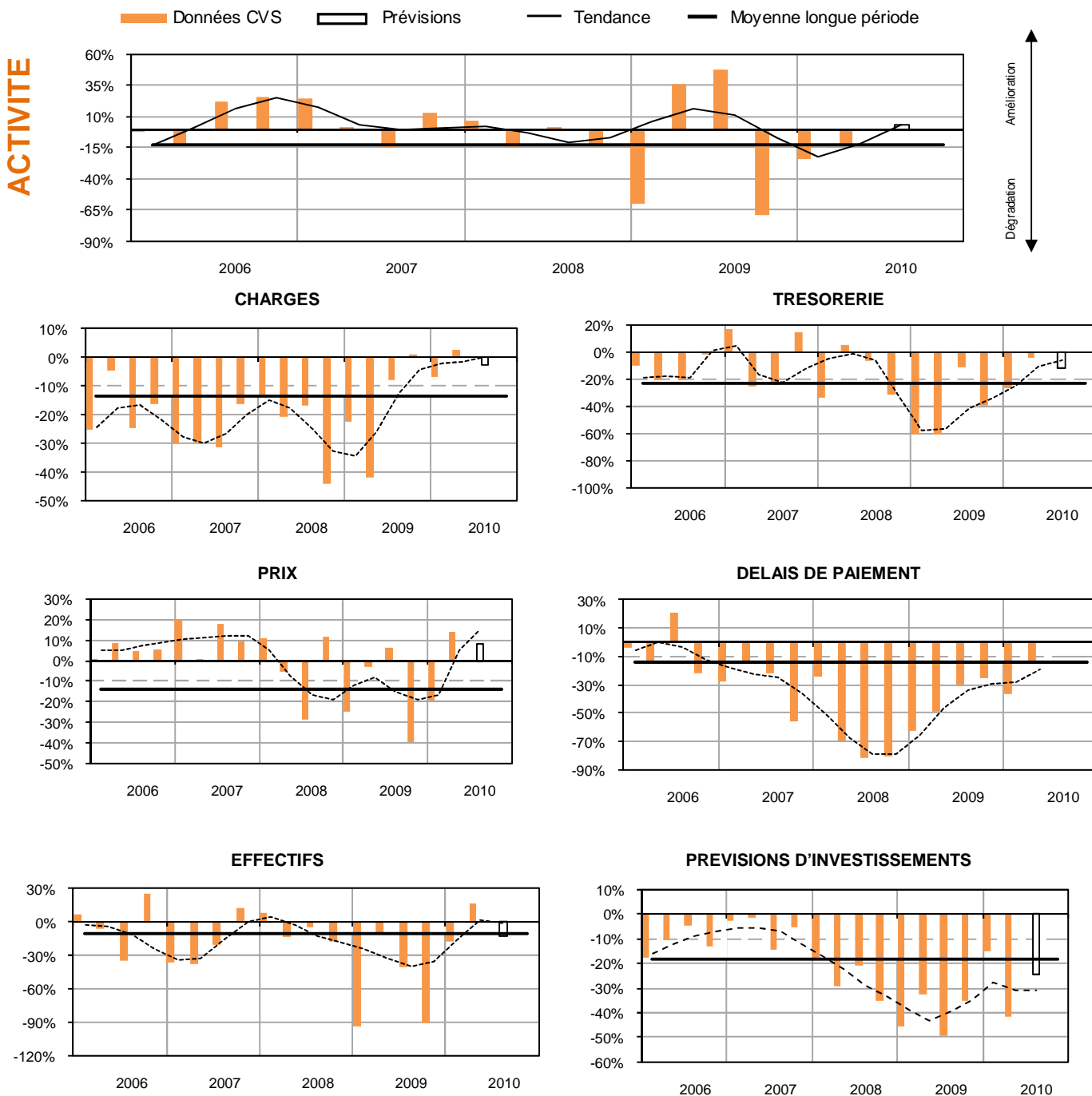
Le commerce

Soldes d'opinion des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010

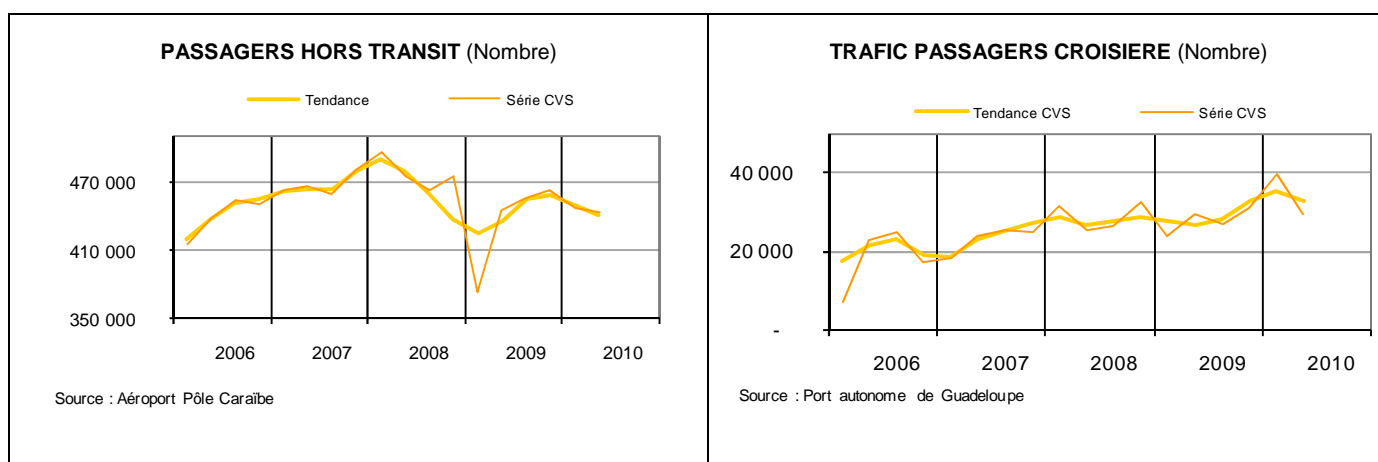


Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinion des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010



Conjoncture économique

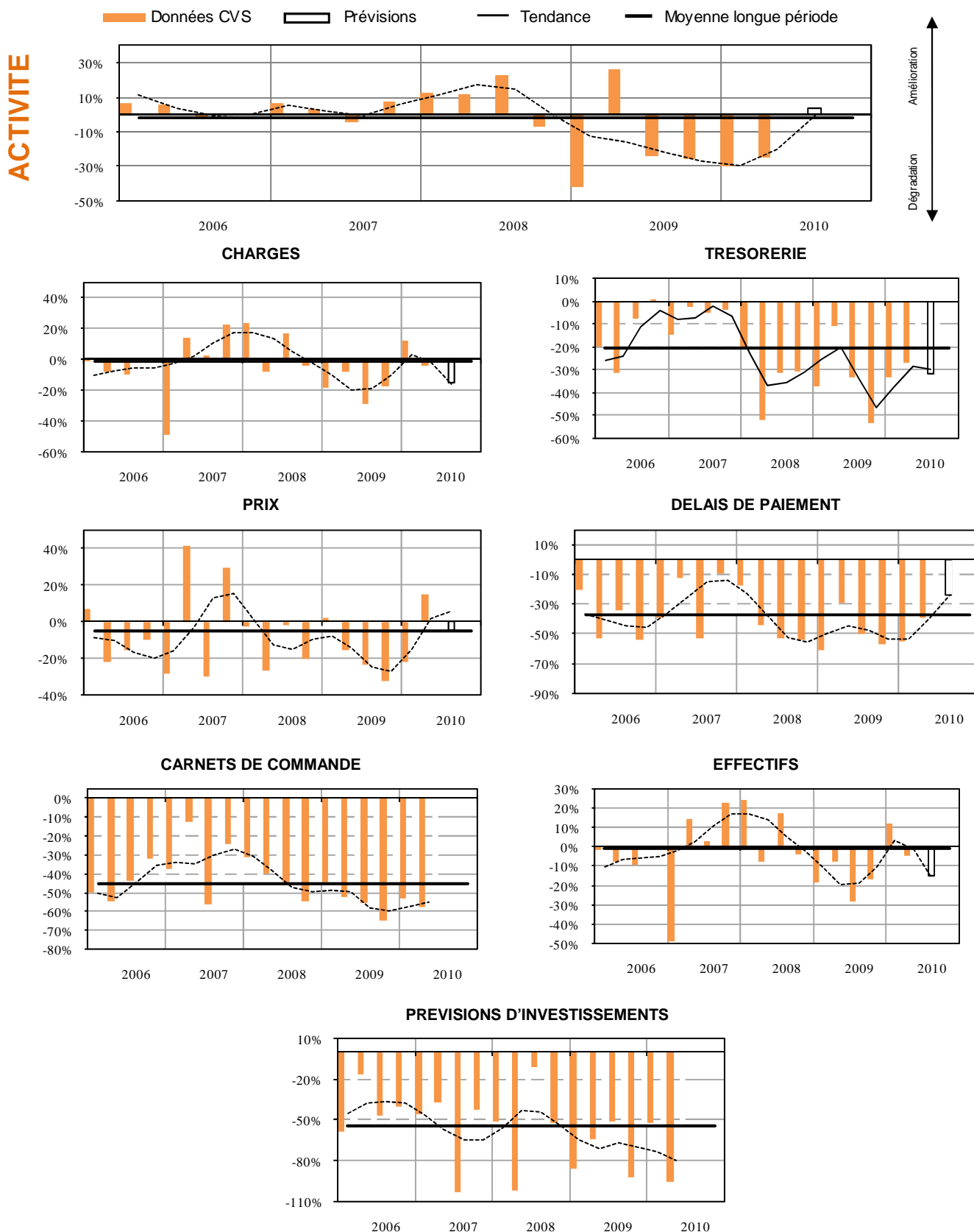


Dernières données chiffrées

	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	$\frac{\Sigma 2010}{\Sigma 2009}$
Trafic passagers à l'aéroport	413 500	440 253	447 824	419 921	489 887	406 255	490 541	418 314	-14,7%	908 855	9,3%
Nombre de croisiéristes	8 481	11 391	12 247	15 832	0	29 228	82 838	15 035	-81,9%	97 873	19,3%
<i>Sources : Aéroport Pôle Caraïbes / PAG</i>											

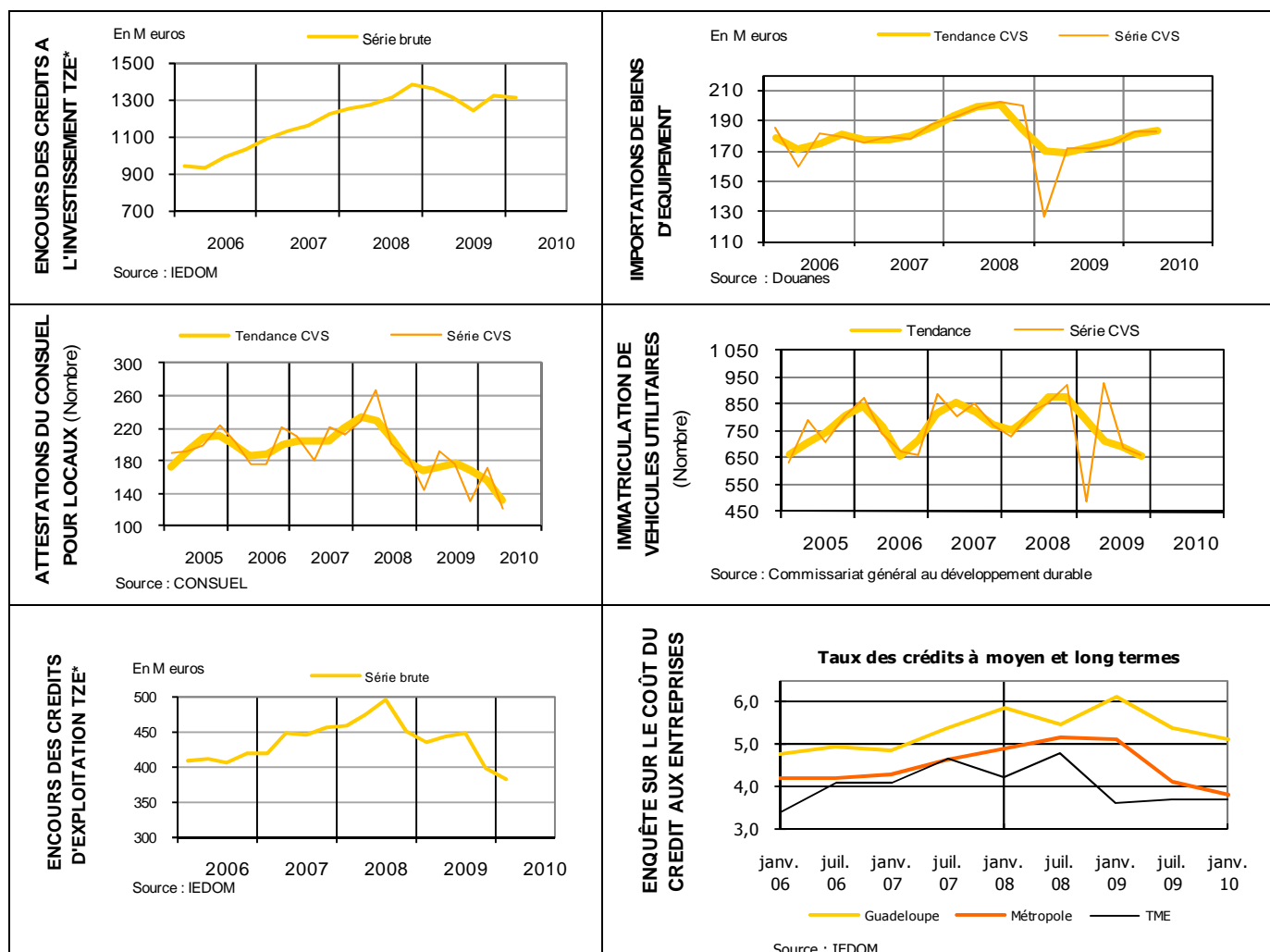
Services aux entreprises

Soldes d'opinion bruts des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010



Les entreprises

L'investissement des entreprises



Dernières données chiffrées

	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Encours de crédits d'investissement TZE (Millions €) Source : IEDOM	865	933	1 132	1 279	1 319	1 251	1 325	1 312	ND	ND	ND
	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	Σ2010/ Σ2009
Importations de biens d'équipement (Millions €) Source : Douanes	142	158	173	151	155	223	172	160	-6,9%	333	22,6%
Attestations sur locaux commerciaux et industriels neufs (Nombre) Source : Consuel	173	185	274	204	153	174	136	138	1,5%	274	-13,0%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (Nombre) Source : CGDD	856	923	931	1 043	598	639	ND	ND	ND	ND	ND

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

Les conditions de financement des entreprises

	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Encours des crédits d'exploitation TZE* (Millions €)	421	410	447	473	443	448	397	381	ND	ND	ND

Source : IEDOM

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

La vulnérabilité des entreprises



Dernières données chiffrées

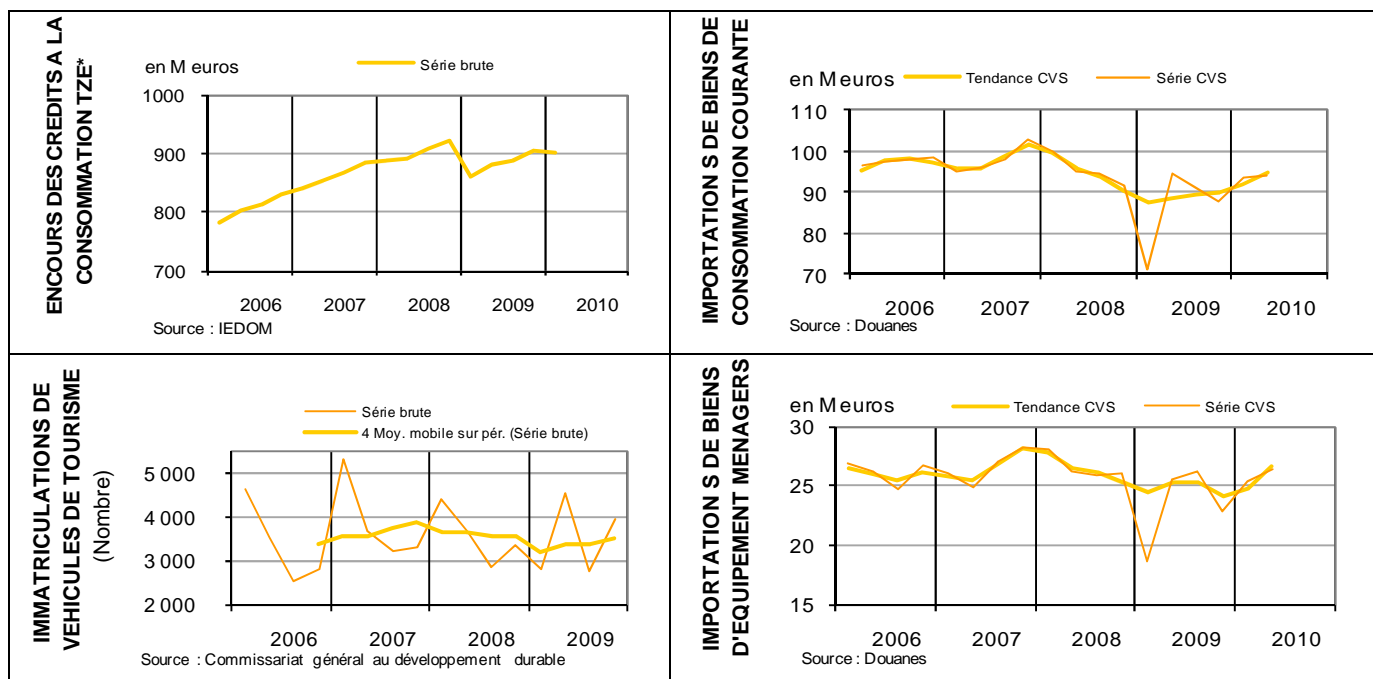
	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept 09	déc 09	mars 10	juin 10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Taux de créances douteuses nettes TZE*	5,1%	5,5%	4,3%	4,2%	3,6%	4,9%	4,6%	4,9%	ND	ND	ND
Source : IEDOM											
	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	∑2010/ ∑2009
Incidents de paiement sur effet totaux **	457	396	430	338	439	419	367	394	7,4%	833	-5,9%
Source : IEDOM											
Radiations d'entreprises (Nombre)	457	431	447	390	329	391	414	324	-21,7%	718	-5,0%
Source : CCI											
	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Personnes morales en interdit bancaire	2 597	2 665	2 677	2 776	2 953	3 023	3 019	3 027	3 040	0,4%	2,9%
Source : IEDOM											

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

** Les incidents de paiement sur effet totaux comprennent les incidents pour insuffisance de provision et pour contestation de créances.

Les ménages

La consommation des ménages

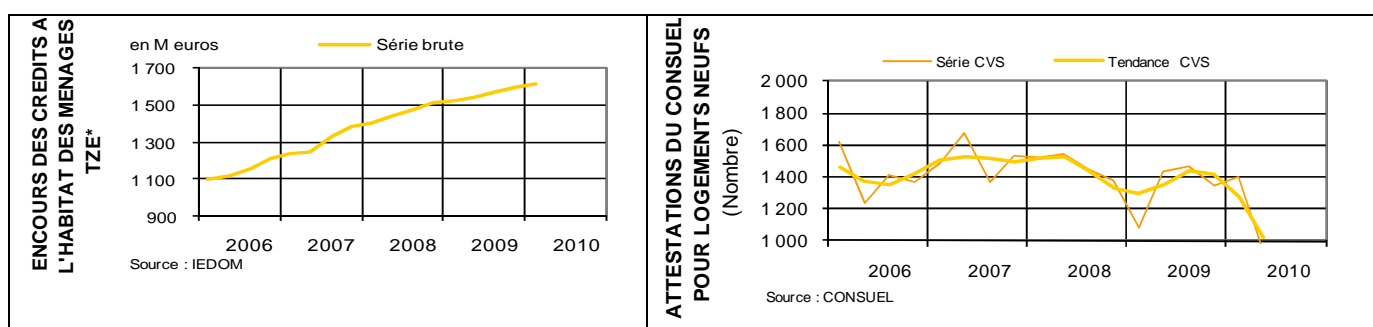


Dernières données chiffrées

	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc.-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Encours de crédits à la consommation TZE* (Millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	754	803	854	891	882	888	903	901	ND	ND	ND
	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	Σ2010/ Σ2009
Importations de biens de consommation (Millions d'euros) <i>Source : Douanes</i>	98	96	94	93	91	95	89	92	3,7%	181	13,5%
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs (Nombre) <i>Source : Commissariat général au développement durable</i>	3 551	3 693	3 664	4 534	2 747	3 966	ND	ND	ND	ND	ND

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

L'investissement des ménages



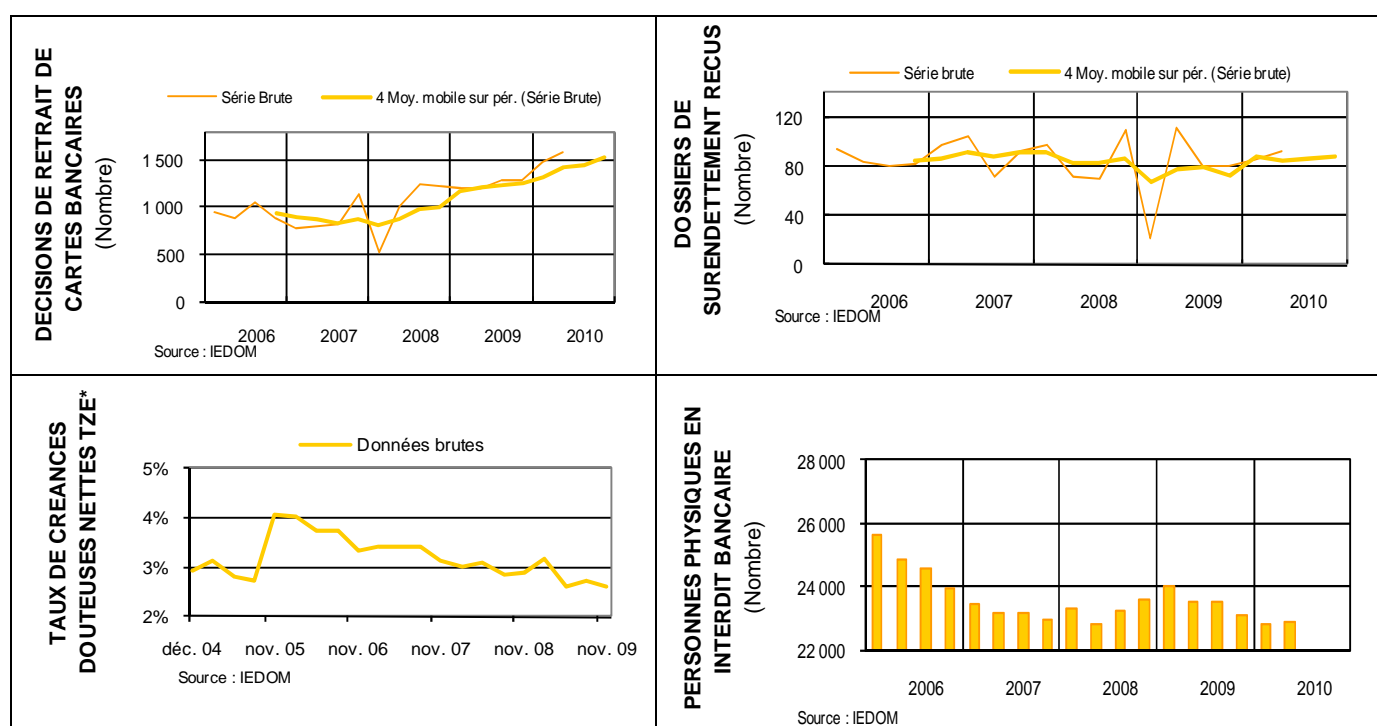
Conjoncture économique

Dernières données chiffrées

	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Encours de crédits à l'habitat TZE* (Millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	1039	1120	1247	1439	1540	1562	1592	1611	ND	ND	ND
	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Attestation sur logements neufs (nombre) <i>Source : Consuel</i>	1357	1833	1755	1677	1394	1315	1255	1175	-6,4%	2430	-7,1%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

La vulnérabilité des ménages



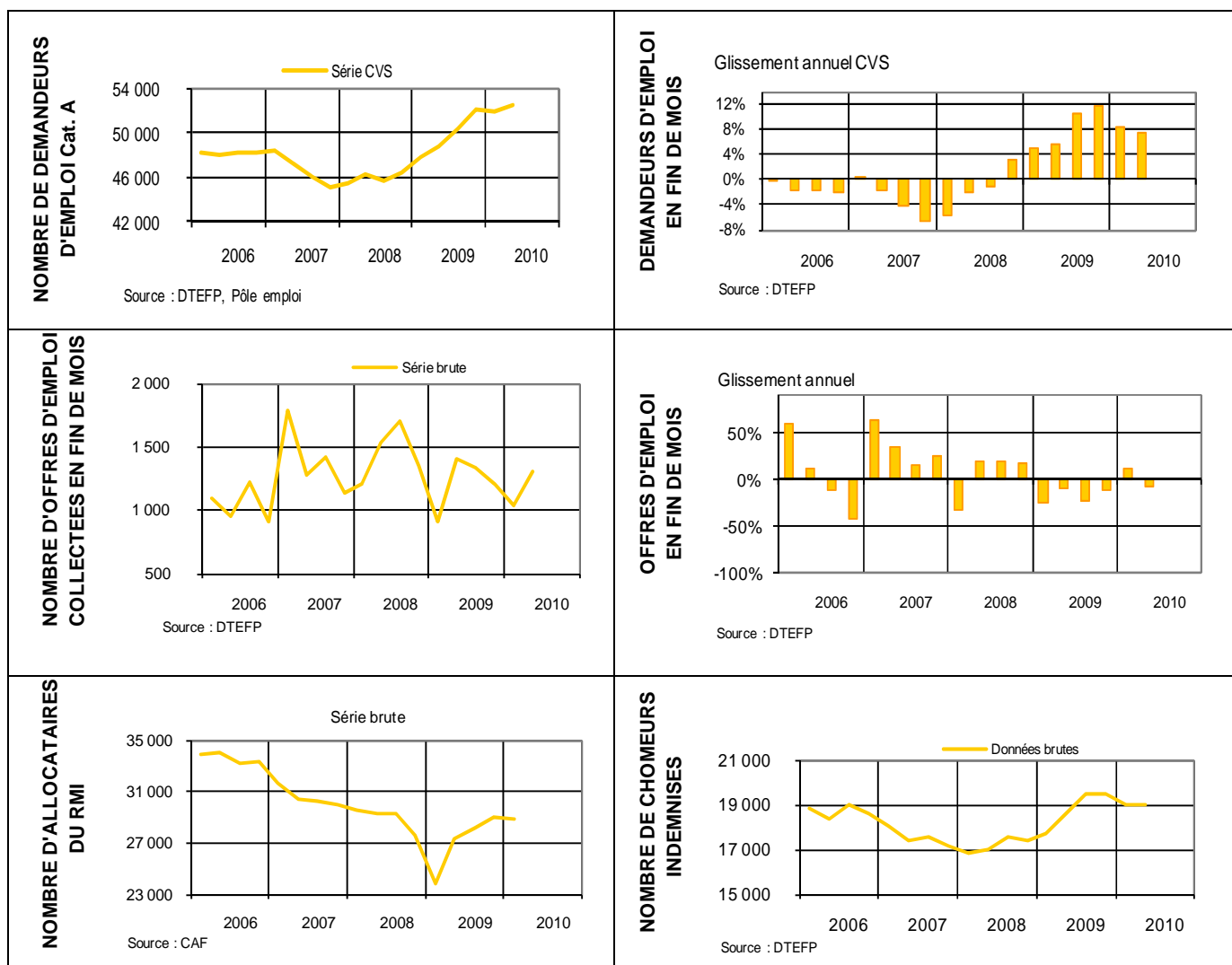
Dernières données chiffrées

	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Taux de créances douteuses nettes (%) <i>Source : IEDOM</i>	2,8%	3,7%	3,4%	3,1%	2,6%	2,7%	2,6%	2,6%	ND	ND	ND
	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Dossiers reçus à la commission de surendettement (Nombre)** Décisions de retrait de cartes bancaires (Nombre) <i>Source : IEDOM</i>	84	104	72	111	80	80	85	92	8,2%	177	34,1%
	876	792	1014	1194	1287	1290	1481	1578	6,5%	3059	28,2%
	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Personnes physiques en interdit bancaire (Nombre) <i>Source : IEDOM</i>	26 197	24 836	23 157	22 846	23 516	23 512	23 085	22 824	22 854	0,1%	-2,8%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

**Cet indicateur reflète mieux l'évolution du surendettement que celui utilisé dans les précédents bulletins trimestriels de conjoncture qui correspondait au nombre de signataires et de cosignataires des dossiers reçus à la commission de surendettement.

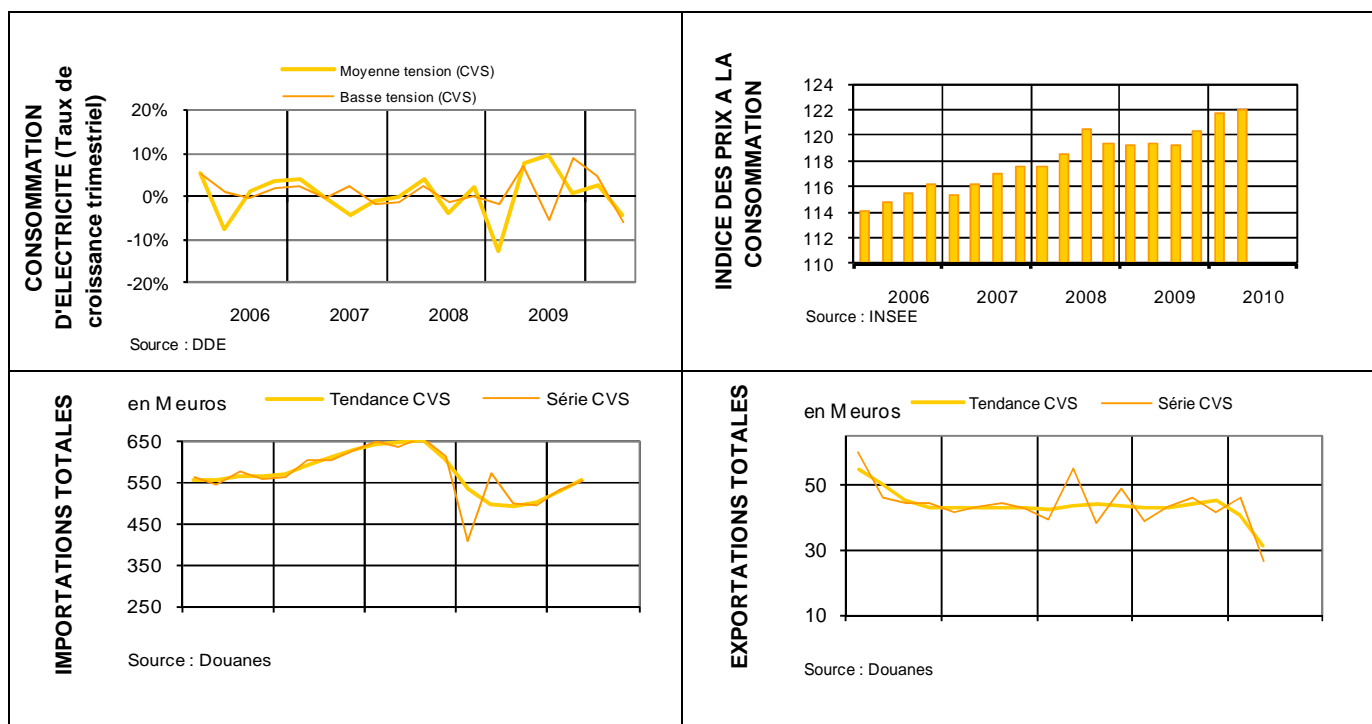
Sélection d'indicateurs macro-économiques



Dernières données chiffrées

	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Demandeurs d'emploi Cat. A (CVS)	48 920	48 020	47 120	46 180	48 690	50 380	52 010	51 890	52 390	1,0%	7,6%
Offres d'emploi en fin de mois collectées par Pôle emploi (données brutes)	840	950	1 278	1 539	1 400	1 333	1 210	1 033	1 309	26,7%	-6,5%
Nombre de chômeurs indemnisés (données brutes) <i>Source : DTEFP, Pôle emploi</i>	19 556	18 399	17 400	16 984	18 561	19 500	19 494	19 014	18 965	-0,3%	2,2%
Nombre d'allocataires du RMI en données brutes <i>Source: CAF</i>	32 605	33 997	30 417	29 307	27 320	28 178	28 994	28 893	ND	ND	ND

Conjoncture économique



Dernières données chiffrées

	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	Cumul 2010	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Consommation d'électricité moyenne tension (GWh)	115	125	123	114	117	113	113	124	9,2%	237	14,8%
Consommation d'électricité basse tension (GWh)	296	309	315	327	308	334	324	331	2,2%	656	7,7%
Consommation totale d'électricité (GWh)	410	434	437	441	425	446	438	455	4,0%	893	9,5%
<i>Source : EDF</i>											
Importations totales (M€)	516	563	589	525	500	556	507,3	507,5	0,0%	1 015	10,7%
Exportations totales (M€)	61	58	70	58	46	34	38	42	12,2%	80	-10,4%
<i>Source : Douanes</i>											
	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	06-2010/ 03-2010	06-2010/ 06-2009
Indice des prix à la consommation	112,6	114,8	116,2	118,5	119,3	119,2	120,4	121,7	122,0	0,2%	2,3%
<i>Source : INSEE</i>											

Listes des publications

La Lettre mensuelle de l'Institut d'émission (12 numéros par an)

Les bulletins trimestriels de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique

Les rapports annuels : Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon

Le rapport d'activité de l'IEDOM

Ces publications sont disponibles
gratuitement en ligne sur le site
www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (*janvier 2007*)
Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (*juillet 2007*)
Evolutions statutaires et institutionnelles de l'outre-mer (*septembre 2007*)
La formation du produit net bancaire dans les DOM (*octobre 2007*)
Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (*décembre 2007*)
Le secteur des transports dans les DCOM (*décembre 2007*)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (*décembre 2007*)
Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (*décembre 2007*)
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (*septembre 2008*)
La filière des déchets en Guadeloupe (*octobre 2008*)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (*décembre 2008*)
Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice (*Juillet 2009*)
Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au 1er trimestre 2009 (*Décembre 2009*)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2008 (*Décembre 2009*)
L'habitat dans les outre-mer français (*Février 2010*)
Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer (*Mars 2010*)

Les Notes expresses

N°53 - Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008 (*mars 2009*)
N°54 - Synthèse de l'année 2008 à la Réunion (*mars 2009*)
N°55 - Synthèse de l'année 2008 en Guyane (*mars 2009*)
N°56 - Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (*mars 2009*)
N°57 - Synthèse de la conjoncture de St-Pierre & Miquelon en 2008 (*mars 2009*)
N°58 - La gestion des déchets à la Martinique (*avril 2009*)
N°59 - Synthèse de l'année 2008 en Martinique (*avril 2009*)
N°60 - Les crédits à l'économie guadeloupéenne: caractéristiques, évolution et gestion du risque (*avril 2009*)
N°61 - Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 (*Juin 2009*)
N°62 - L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (*Novembre 2009*)
N°63 - L'habitat à la Réunion (*Novembre 2009*)
N°64 - Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles début 2009 (*Décembre 2009*)
N°65 - Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (*Janvier 2010*)
N°66 - L'habitat à Mayotte (*Février 2010*)
N°67 - L'année 2009 à la Martinique (*Mars 2010*)
N°68 - L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs (*Mars 2010*)
N°69 - Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut de gamme (*Mars 2010*)
N°70 - Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane (*Mars 2010*)
N°71 - L'année 2009 à Saint-Pierre-et-Miquelon - Une inflexion qui résulte de facteurs internes (*Mars 2010*)
N°72 - Synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe (*Mars 2010*)
N°73 - Synthèse de l'année 2009 à La Réunion (*Mars 2010*)
N°74 - La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité (*Mars 2010*)
N°75 - L'habitat dans les outre-mer français (*Avril 2010*)

Les Notes CEROM en partenariat IEDOM, INSEE, AFD

Guadeloupe : Une économie en déficit... d'image (*mars 2004*)
Réunion : Une double transition presque réussie : Chômage, productivité et politique d'emploi (*octobre 2004*)
Martinique : L'économie martiniquaise au passage de l'an 2000 : une trajectoire vertueuse ? (*juin 2005*)
Réunion : Émergence de nouveaux moteurs de croissance : Le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (*novembre 2005*)
Le tourisme en Guadeloupe : une application de la théorie du cycle du produit (*octobre 2007*)
Guyane : Un développement sous contraintes (*Juin 2008*)
Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (*décembre 2008*)

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Charles APANON

Guy DELAMAIRE

Claire LEMOINE

Mickaella MOLOZA

Eric MORIAME

Dora VANOUKIA

**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER- www.iedom.fr
Parc d'activités La Providence-ZAC de Dothémare - 97139 Les Abymes**

Directeur de la publication : Y. BARROUX

Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimé septembre 2010

Dépôt légal : septembre 2010 - n° ISSN : 0296 – 3116